

**Syndicat
des Mobilités
de Touraine**

CHARTRE DE DEONTOLOGIE DES ÉLUS DU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINNE

La confiance des citoyens dans l'action de leurs représentants élus constitue le socle de la démocratie. Pour honorer cette confiance, l'action publique doit être respectueuse de l'éthique et de la déontologie.

Dans le prolongement de la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 qui impose, lors de la première réunion de l'assemblée délibérante la lecture et la remise de la charte de l'élu local définie à l'article L. 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Syndicat des Mobilités de Touraine se dote d'une charte de l'élu local :

- 1) L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, probité et intégrité.
- 2) Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
- 3) L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
- 4) L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
- 5) Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
- 6) L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
- 7) Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

La présente Charte fixe le cadre de règles et de bonnes pratiques garantissant l'exercice du mandat syndical au service de l'intérêt général afin de favoriser l'efficacité et la transparence de l'action du syndicat. Ses dispositions s'appliquent à tous les élus dans l'exercice de leur mandat.

1- Un mandat au service de l'intérêt général en transparence

En vertu de la charte de l'élu local, les élus sont tenus de rendre compte aux citoyens des actes et décisions pris dans le cadre de leurs fonctions.

Les ordres du jour, les délibérations et les procès-verbaux des séances sont publiés sur le site internet du Syndicat.

2- Un mandat exemplaire

Les élus du Syndicat poursuivent, dans l'exercice de leurs fonctions, le seul intérêt général dont ils ont la charge et qu'ils représentent. Ils veillent à ne pas diffuser les informations confidentielles qui pourraient être portées à leur connaissance dans le cadre de leurs fonctions et de leurs responsabilités au Syndicat.

Les élus s'attachent à remplir leurs missions avec engagement, dans le respect des principes énoncés dans cette Charte.

Assiduité

Les élus s'engagent à :

- promouvoir les principes de la présente Charte ;
- participer avec assiduité aux réunions des instances syndicales ainsi qu'aux réunions de préparation de celles-ci ;
- participer avec assiduité aux réunions des organismes, institutions, et associations dans lesquels ils sont désignés par le Comité syndical ou par le Président afin de représenter le Syndicat et ce notamment dans le respect du règlement intérieur du Comité syndical ; le cas échéant, informer l'administration de ces participations afin que celle-ci puisse accompagner au mieux l' élu dans l'exercice de ces fonctions.

Dignité, égalité, neutralité et principe de laïcité:

Dans l'exercice de leurs fonctions, les élus traitent de façon égale tous les individus et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Ils veillent en toute circonstance à ce que leurs comportements ne portent atteinte ni à la considération du service public ni à la réputation du Syndicat des Mobilités de Touraine.

Le comportement des élus traduit le respect de leur personne, de leurs fonctions et des autres. Leur comportement est exemplaire tant à l'égard des usagers qu'à l'égard des agents et des élus.

Tout propos outrageant, injurieux ou diffamant, ou encore toute discrimination en fonction du genre, de l'origine ethnique, d'une situation de handicap, de l'âge, de l'orientation sexuelle et des opinions notamment religieuses, syndicales, philosophiques ou politiques ; tout acte de violence verbale ou physique, tout fait de harcèlement moral ou sexuel ou encore tout agissement sexiste constitueraient des manquements graves à leurs obligations. De tels comportements répréhensibles peuvent être signalés notamment au titre de l'article 40 alinéa 2 du Code de procédure pénale en vertu duquel : *« Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs »*.

Au titre des principes de neutralité et de laïcité et à l'occasion de participations officielles à des cérémonies religieuses en qualité de représentant l'administration publique, les élus devront faire preuve de discernement dans leur comportement.

3- Un mandat impartial, intègre et dirigé par la probité

Les élus syndicaux accomplissent leur mandat en faisant prévaloir l'équité et l'objectivité dans leur prise de décision.

Ils veillent à exercer leur fonction élective avec intégrité, honnêteté et désintéressement et s'interdisent de poursuivre un intérêt personnel dans le cadre de leur mandat.

En aucun cas, les élus ne peuvent utiliser la fonction qu'ils exercent afin de monnayer le pouvoir ou l'influence qu'elle procure, dans leur intérêt personnel, direct ou indirect.

Dans ce cadre, les élus syndicaux veillent notamment à :

- prévenir et faire cesser tout conflit d'intérêt dans lequel ils pourraient se trouver ;
- respecter les principes de la commande publique ;
- utiliser les biens et moyens du Syndicat uniquement dans l'intérêt général ;
- respecter la politique du Syndicat relative aux invitations et aux cadeaux ;
- appliquer les taxes, impôts et redevance selon la réglementation en vigueur ;
- s'assurer de la compatibilité déontologique de leur reconversion professionnelle dans le secteur privé.

La prévention des conflits d'intérêts

La situation des conflits d'intérêts est définie, par l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013, comme « toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction. »

Les situations de conflits d'intérêts peuvent naître par exemple :

- d'une activité professionnelle principale ou accessoire de l'intéressé ou de son conjoint ;
- de la détention d'actions ou parts sociale d'une entreprise ;
- d'un autre mandat électif ou mandat au sein d'un organisme en qualité de représentant du syndicat ;
- de la propriété ou de l'exploitation de biens immobiliers sur le territoire du syndicat ;
- de certains liens familiaux ou amicaux entre l'élu et un usager, un candidat ou un soumissionnaire.

Les situations sont à examiner au cas par cas en fonction des circonstances, du caractère direct ou indirect, passé ou présent du lien.

En cas de doute quant à la capacité de l'élu à exercer ses fonctions en toute objectivité, l'élu peut saisir le déontologue pour être éclairé quant à la conduite à tenir.

Dès lors que l'élu a identifié une situation de conflit d'intérêts, il en informe par courriel le Président et l'administration du Syndicat en définissant les sujets sur lesquels il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Il s'abstient de participer à l'instruction, aux débats ou aux votes portant sur ces sujets.

S'il s'agit d'un membre du bureau syndical, le Président prend un arrêté de déport listant les domaines dans lesquels il ne peut intervenir.

Le respect des règles de la commande publique :

Liberté d'accès, égalité de traitement et transparence des procédures constituent les trois principes fondamentaux de la commande publique.

En application de ces principes, les élus s'abstiennent de toute influence induite sur le processus de la commande publique.

L'utilisation des ressources du Syndicat dans la seule satisfaction de l'intérêt général :

Les biens appartenant au Syndicat ne peuvent servir que l'intérêt du Syndicat et la mobilisation des ressources mises à disposition par le Syndicat doit être conduite avec un souci constant d'économie de moyens et d'efficacité.

Les cadeaux et invitations :

De manière générale, les élus s'engagent à :

- ne pas solliciter ou accepter des offres, des cadeaux ou des avantages pour eux-mêmes ou autrui en contrepartie de l'accomplissement ou du non-accomplissement d'un acte relevant de leurs fonctions ou pour abuser de leur influence afin de peser sur une décision ;
- refuser tout cadeau et invitation, même lorsqu'il n'appelle pas de contrepartie directe ou indirecte, dès lors que l'invitation ou le cadeau est susceptible de compromettre l'exercice de leurs fonctions dans le respect des lois et de la présente charte.

Cadeaux :

Par exception, les élus syndicaux sont autorisés à accepter :

- les cadeaux protocolaires de délégations en visite au syndicat qui sont la propriété du syndicat et doivent être remis à la direction quelle que soit leur valeur ;

- les objets promotionnels d'une valeur symbolique tels que stylos, mug, clé USB...portant le logo de l'entité à l'initiative du cadeau ;
- les cadeaux usuels et non personnalisables d'une valeur raisonnable (de type boîte de chocolats, bouteille de vin, paniers garnis, bouquet de fleurs...) sous réserve que le cadeau n'émane pas d'un tiers en attente d'une quelconque intervention, d'un avis d'une prise de position ou décision individuelle en sa faveur. L'acceptation doit rester exceptionnelle et partagée avec les services si le cadeau est partageable.

Invitation à des repas ou évènements :

Les élus peuvent accepter en responsabilité une invitation à un repas ou à un évènement émanant d'un tiers avec lequel ils sont ou peuvent entrer en relation dans le cadre de leur fonction, à l'exception des cas où le tiers est en attente d'une intervention, d'un avis, d'une prise de position ou d'une décision individuelle du Syndicat en sa faveur.

Dans tous les cas, les élus s'assurent du caractère proportionné et désintéressé des cadeaux et invitations en termes de montant et de fréquence.

Tous cadeaux et invitations ne répondant pas à ces critères d'acceptation est refusé et retourné à son expéditeur.

En cas de doute, l' élu consulte le déontologue sur la conduite à tenir.

La reconversion professionnelle dans le secteur privé :

L'obligation de prévenir et faire cesser les conflits d'intérêts et plus largement les obligations déontologiques ne s'arrêtent pas à la fin du mandat.

En particulier les membres du bureau syndical doivent s'abstenir pendant une certaine période après la cessation de leur mandat, de prendre une participation ou par capital, dans une entreprise privée ou assimilée à l'égard de laquelle ils sont intervenus dans l'exercice de leur fonction.

Plus généralement, les élus veillent à ce que l'exercice d'une nouvelle activité professionnelle ne soit pas à l'origine de situations dans lesquelles, l'indépendance et la neutralité du Syndicat, pourraient être mises en cause.

En cas de doute, l' élu consulte le déontologue sur la conduite à tenir.

4- Déontologue et suivi de la charte

Conformément à la Loi n°2022-217 du 21 février 2022 et dans les conditions définies au décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022, le Comité syndical désigne le déontologue et définit les conditions d'exercice de ses missions.

Désignation

Le Comité syndical procède à la nomination d'un déontologue au maximum pour la durée de son mandat.

Missions du déontologue

Le déontologue a pour mission de conseiller les élus et de qualifier les situations de fait qui lui sont soumises au regard de la définition du conflit d'intérêts.

Il peut être saisi pour avis par un élu de toute question relative à l'application de la charte le concernant personnellement. Il sera saisi par écrit par courrier adressé sous pli confidentiel au déontologue ou par mail à l'adresse créée à cet effet. La demande de consultation et l'avis sont confidentiels.

Lorsqu'il constate, après étude, l'existence d'un risque de conflit d'intérêt, le déontologue en informe le délégué syndical concerné. Il fait au délégué syndical toutes préconisations nécessaires pour lui permettre de se conformer à ses devoirs.

Plus généralement, il est chargé de veiller au respect de la charte de déontologie du Comité syndical en fonction des informations qui lui sont transmises.

Suivi et évolution de la charte :

La mise en œuvre des dispositions de la présente charte fera l'objet d'un bilan annuel réalisé par le déontologue.

Le bilan exposera l'activité du déontologue sur l'année écoulée, les difficultés d'exécution de la charte et proposera toute évolution qui lui semblerait pertinente. Le bilan sera inscrit à l'ordre du jour d'une séance du Comité syndical qui prendra acte.